

Bientôt un écosystème intégré

• Il regroupera la construction, le BTP et l'industrie des matériaux de construction

• Objectif: création de 200.000 emplois à fin 2030

• Des négociations avancées entre l'Habitat et l'Industrie pour peaufiner cette stratégie

DÉLAIS de paiement jusqu'à 11 mois, 16% de défaillances d'entreprises, retards de la commande publique, baisse des ventes immobilières... La morosité bat son plein dans le secteur du bâtiment et travaux publics.

Après moult réflexions, les ministères de l'Industrie et de l'Habitat planchent ensemble sur une stratégie de relance du secteur. Cette dernière se traduira bientôt



Les fabricants de céramique demandent des mesures anti-dumping pour contrer la concurrence étrangère dans un marché en berne. En cette période de morosité, des industriels ont réduit de manière significative leur volume de production (Ph. L'Economiste)

par la mise en place d'un méga-écosystème intégré dédié à la construction et au logement. Il vise la création de 200.000 emplois à fin 2030. «Les matériaux de construction sont en train de repartir.

Nous avons déjà un écosystème qui est prêt pour le secteur. Actuellement, je suis en contact avec le ministre de l'Habitat pour le revoir et le peaufiner ensemble. Certes, la partie industrie est minime, mais il faut redémarrer toutes les chaînes pour relancer la vente des logements et des matériaux de construction et booster également la production locale», soutient Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le nouvel écosystème regroupera 3 composantes dont chacune sera déclinée en filières: construction, BTP et indus-

Rachid Khayatey (KLLK) et Abderrazak Waliallah (Alliances). Le nouveau ministre de l'Habitat a donc du pain sur la planche. Outre ce chantier, il devra concocter une stratégie de relance du secteur de l'immobilier. La FNPI devra d'ailleurs lui remettre un mémorandum de relance avant fin avril. Dispositif pour classe moyenne, offre locative, élévation... tels sont les grands axes des doléances des promoteurs immobiliers.

La redynamisation de ce chantier intervient à un moment où le secteur est en pleine morosité. En attendant, les professionnels restent confiants. «Nous avons l'engagement du ministre de l'Industrie et j'espère que nous pourrions faire aboutir cet écosystème dans les meilleurs délais. Si nous arrivons à le finaliser en 2018, ce serait une bonne performance», fait valoir David Toledano, président de la Fédération des matériaux de construction (FMC).

Certains industriels se tournent de plus en plus vers l'export pour écouler leurs stocks, notamment les cimentiers (clinker) et même les sidérurgistes (acier vers le marché US). En face, les producteurs des carreaux et du marbre demandent des mesures de sauvegarde anti-dumping. Les cimentiers, quant à eux, manquent encore de visibilité. Ils attendent le mois de juin avant de se prononcer. Quant aux ventes du ciment, à

Super-structure

CE super-écosystème remplacera et complètera l'écosystème construction dont les conventions ont été signées en 2016, mais qui tardait à être mis en place. L'ancienne version devait regrouper cinq filières (préfabrique, céramique, marbre, acier, ciment) et contribuer, d'ici 2020, à créer 28.000 emplois industriels additionnels pérennes dont 16.000 directs. Les objectifs fixés, dans le temps, étaient de générer 10,1 milliards de DH de chiffre d'affaires additionnel et de créer 2,9 milliards de DH de valeur ajoutée industrielle supplémentaire. Par ailleurs, l'écosystème, chapeauté par la FMC, devait réaliser plus de 4,8 milliards de DH d'impact positif sur la balance commerciale dont 3,5 milliards liés à l'export et 1,3 milliard à la substitution de l'import. Les professionnels se sont engagés à apporter un investissement de près de 2,75 milliards de DH dans le secteur. Le développement de cet écosystème intégré vise à relever les enjeux liés à l'industrialisation des filières, à l'amélioration de la compétitivité à l'import/export et à la réduction de la facture énergétique des acteurs (valorisation de la biomasse et des déchets ménagers). Autre objectif: combler les carences du secteur, notamment la faible valorisation de certaines activités, l'inadéquation formation/emploi et le manque d'innovation dans les produits de construction. □

trie des matériaux de construction. Pour y arriver, les organisations professionnelles (FNBTP, FMC et FNPI) ont transmis aux ministères concernés leurs avis. «Le dernier conseil d'administration a approuvé l'adhésion de la fédération à cet écosystème et les statuts y afférents», confie à L'Economiste Kamal Taoufiq, président de la FNPI. Deux vice-présidents ont été proposés en tant que membres permanents de cet écosystème. Il s'agit de

fin mars, elles ont baissé de 7% au cours du premier trimestre. Ce fléchissement est dû à la forte pluviométrie qui a provoqué l'arrêt des chantiers. Autre facteur aggravant: la reprise des chantiers des infrastructures et de l'auto-construction n'était pas au rendez-vous au cours du dernier trimestre. □

Nadia DREF



Malgré la morosité, les opérateurs y croient encore



- Le contrat-programme en suspens
- 2018 sera une année de transition
- L'export, une alternative à la crise

LA construction spécialisée est en plein boom. En atteste le nombre de chantiers en cours et de réalisations de plateformes industrielles, commerces, infrastructures, bureaux... Mais paradoxalement, le secteur du BTP, qui est une locomotive de l'économie, continue de souffrir. 2018 s'annonce, donc, mi-figue, mi-raisin auprès des professionnels. D'une part, les opérateurs se frottent les mains en attendant les 42 milliards de DH prévus par la commande publique et promis par le ministre Amara en no-

Chiffres clés

- Part du secteur dans le PIB: **5,7%**, totalisant **58,25** milliards de DH en 2016
- Formation brute du capital fixe: **46,75%**, soit **144,76** milliards de DH
- Emploi: Près de **990.000** personnes



- Tissu économique: Près de **4.000** entreprises opèrent dans ce secteur dont une dizaine de grande taille

Source: FNBTP

vembre dernier (ports, aéroports, routes, autoroutes, barrages, équipements...). S'y ajoutent d'autres projets privés qui sont dans le pipe: construction de plateformes industrielles pour accompagner le Plan d'accélération industrielle (automobile, aéronautique, énergie...), de malls, de bureaux ou encore de commerces pour répondre à une demande en hausse...

Force est de constater que les entreprises du secteur du BTP sont prises en otage par les retards de paiement et le manque de visibilité par rapport à la commande publique. La signature tant attendue du contrat-programme par la profession pourrait booster le secteur. Or, ce contrat-programme, annoncé pour fin 2017, n'est pas encore paraphé par la tutelle. Les professionnels disent qu'ils n'ont pas de visibilité à ce niveau-là et pointent du doigt «des promesses non tenues» du ministre pjdiste de l'Equipement, Abdelkader Amara. «Cet attentisme représente un frein majeur pour l'investissement, aussi bien dans les ressources matérielles que dans la poursuite de la création ou de la stabilité de l'emploi»,

la mise. Les anticipations avancées par le HCP dans le cadre de l'enquête de conjoncture, au 1er trimestre 2018, auraient confirmé une stabilité de l'activité selon 49% des chefs d'entreprise interrogés et une hausse de 25%. Cette évolution résulterait, d'une part, de l'augmentation de l'activité prévue au niveau des «travaux de construction spécialisés» et de la «construction de bâtiments». Elle est attribuée à la baisse d'activité prévue dans le «génie civil» d'autre part. Elle serait accompagnée, selon près de 66% des chefs d'entreprise, par une stabilité des effectifs employés.

Cette tendance dure depuis le 4e trimestre 2017. Selon les chiffres du HCP, le taux d'utilisation des capacités de production (TUC) dans le secteur se serait établi à 71%. L'activité aurait connu une stabilité selon 60% des patrons et une augmentation selon 21%. Les carnets de commandes sont jugés d'un niveau normal par 60% des patrons et inférieur à la normale par 35% d'entre eux. L'emploi aurait connu une stabilité selon 72% des patrons. Côté équipements, 54% des entreprises auraient réalisé des dépenses d'investissement en 2017 destinées, principalement, au remplacement d'une partie du matériel.

Pour ce qui est de l'immobilier résidentiel, le secteur peine toujours à renouer avec la croissance. Plusieurs facteurs de fragilité persistent: faiblesse de l'investis-

Concurrence étrangère

L'EXPERTISE marocaine du BTP est actuellement reconnue au niveau continental. Bureaux d'études, génie civil, construction, ingénierie... les entreprises ont multiplié les contrats et les partenariats avec des pays de l'Afrique. Le tissu d'entreprises favorise l'émergence d'opérateurs d'envergure et des champions nationaux. Ces derniers maîtrisent les meilleures pratiques techniques et technologiques. Ils développent également une véritable expertise dans plusieurs domaines ainsi qu'une expérience à l'export qui est en plein essor. Reste que les opérateurs dénoncent la concurrence étrangère qui, selon eux, est de plus en plus agressive (chinoise, turque...). La guerre porte sur les projets d'ampleur, mais aussi sur un nombre croissant de projets de taille plus modeste, surtout dans les villes. □

estime un chef d'entreprise qui requiert l'anonymat. La commande publique représente une part prépondérante dans l'activité de l'ingénierie et de l'entreprise de BTP. D'où la forte dépendance à la réalisation effective des programmes publics.

Le contrat-programme vise le développement de l'ingénierie et l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise BTP à l'horizon 2022. Cette stratégie a pour objectif de permettre au secteur de contribuer au PIB à hauteur de 81 milliards de DH et de créer près de 1,2 million d'emplois, d'ici 2022. S'y ajoute une évolution annuelle de 3% pour la productivité apparente par employé et par année.

Malgré cette situation d'attentisme, le secteur de la construction d'actifs professionnels et d'ouvrages parvient à sauver

sement privé, baisse des ventes de matériels de construction, ralentissement des transactions, perte de confiance malgré une amélioration du flux des crédits accordés... Cette faible visibilité offerte par le marché constitue un frein majeur à l'investissement aussi bien dans les ressources matérielles que dans la poursuite de sa mission de création et/ou de stabilité de l'emploi.

Le rallongement des délais de paiement pénalise lourdement le secteur BTP. Selon une étude finalisée en mars dernier par le groupe Attijariwafa bank, le remboursement se fait en 264 jours, ce qui est loin des 90 jours autorisés. L'Etat arrive en tête des mauvais payeurs. Ce qui pénalise le secteur vu que 80% du chiffre d'affaires est issu de la commande publique. □

Nadia DREF